

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles Livon
13007 Marseille

Références : SS-D-2026-0191
Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, adoptée en février 2020, modifie les conditions d'élimination des déchets non dangereux dans le but de réduire la quantité de déchets valorisables éliminés et d'encourager leur valorisation. En subordonnant l'élimination des déchets non dangereux à la justification du respect des obligations de tri, elle promeut activement leur valorisation.

Ces évolutions sont détaillées dans le décret n° 2021-199 du 16 septembre 2021, relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux, entré en vigueur le 1er janvier 2022. Ce décret introduit deux articles majeurs :

- L'article R.541-48-3, qui interdit progressivement la mise en décharge des déchets non

dangereux valorisables ;

- L'article R.541-48-4, qui conditionne l'élimination des déchets non dangereux à la justification du respect des obligations de tri.

Des contrôles sont effectués pour vérifier la conformité des installations à l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Condition de déchargement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	Sans objet
2	Rapport annuel de caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV	Sans objet
3	Attestation tri non SPGD	Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-I	Sans objet
4	Attestation tri SPGD	Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II	Sans objet
5	Contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II	Sans objet
6	Habilitation contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V	Sans objet
7	Indisponibilité contrôle vidéo	Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-iV	Sans objet
8	Contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV	Sans objet
9	Registre refus	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Sans objet
10	Traçabilité RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite inopinée a permis de s'assurer que l'exploitant a mis en place les procédures adéquates avec les moyens en personnel nécessaires pour assurer la traçabilité, la conformité et le contrôle des déchets réceptionnés sur le site.

Aucune non conformité réglementaire n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;- réalise une pesée ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
Constats : Lors de la visite, un déchargement de benne à ordures ménagères a été observé dans l'alvéole de stockage. Le contrôle visuel du chargement BOM ne peut pas être effectué à l'entrée (benne fermée), il est effectué au dépotage par l'agent en charge du compacteur. La procédure de contrôle des apports a été consultée. Elle indique l'ensemble des opérations à effectuer, et si le déchet est non conforme, il doit être refusé et rechargé. Des opérations internes de contrôles inopinés sont régulièrement effectués afin de s'assurer que seuls des déchets ultimes sont acceptés. La fiche d'information préalable en cours de validité du producteur des déchets (ordures ménagères en provenance de Martigues / Port de bouc / Saint Mitre) a été consultée. Elle n'appelle pas d'observation particulière. Une pesée du chargement est réalisée au pont bascule à l'entrée du site, ainsi que le contrôle de non radioactivité du chargement. Un bon de pesée est délivré au chauffeur. La procédure "radioactivité" a été consultée. L'exploitant a transmis par courriel du 05/11/2025 une version actualisée. Celle-ci n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport annuel de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rapport de caractérisation des déchets de la mairie de Velaux a été consulté lors de l'inspection.</p> <p>Il indique que les déchets sont composés à 92% de déchets de la balayeuse et des corbeilles de voirie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Attestation tri non SPGD

<p>Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L.541-21-1, L.541-21-2, L.541-21-2-1 et L.541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'attestation de tri de la mairie de Velaux datée du 24/01/2025 a été transmise par courriel du 05/11/2025. Elle comprend l'ensemble des éléments demandés et n'appelle pas d'observation.</p> <p>L'attestation de tri de la mairie de Mallemort datée du 24/01/2025 a été transmise par courriel du 05/11/2025. Elle comprend l'ensemble des éléments demandés et n'appelle pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Attestation tri SPGD

<p>Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article R541-48-4-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L.2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les</p>

biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de caractérisation des déchets en provenance du CT Aix La Parade, CT Mallemort, CT Port Saint Louis du Rhône, CT Vitrolles, Commune de Martigues ont été transmis par courriel du 05/11/2025.</p> <p>Ils indiquent les masses des différents types de déchets identifiés avec un ratio (rapport entre la masse totale du flux et la masse totale de l'échantillon).</p> <p>Le mode opératoire indiqué est une caractérisation massique après vidage au sol.</p> <p>Constitution d'un échantillon de 600 kg environ avec prélèvement des hétéroclites puis quartage pour obtenir un sous-échantillon de 120 kg minimum.</p> <p>Dans les 120 kg, tri de la fraction supérieure à 100 mm</p> <p>Les attestations sont datées de l'année en cours.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article D.541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>Constats :</p> <p>Le dispositif de contrôle vidéo est opérationnel.</p> <p>Les images des opérations de déchargement permettant d'identifier le contenu déchargé, sont enregistrées.</p> <p>Un procédé spécial permet le floutage des personnes.</p> <p>Lors de l'inspection, les plaques d'immatriculation des véhicules étaient difficilement lisibles du fait d'un merlon masquant en partie le déchargement.</p>

L'exploitant s'est engagé à corriger cet aspect en surélevant légèrement la caméra.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Habilitation contrôle vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seules deux personnes du site sont habilitées pour l'accès au système d'enregistrement vidéo avec un code administrateur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Indisponibilité contrôle vidéo

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article D541-48-1-iV
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p>

<p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p> <p>Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre d'indisponibilité a été transmis par courriel du 05/11/2025. Il montre qu'il y a ponctuellement des indisponibilités prévues (maintenance) et non prévues sur les différents composants du dispositif. Les informations enregistrées permettant de déterminer la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et les personnes filmées sont floutées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle visuel

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R541-48-3-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle visuel des déchets est effectué au moment du passage au pont bascule à l'entrée du site et lors du déchargement dans le casier. Lorsqu'il est constaté au moment du contrôle que les déchets ne sont pas conformes, l'exploitant refuse la réception et demande le rechargement si les déchets ont été déposés dans le casier. Le registre des refus est alors complété au fur et à mesure des refus. Le registre des refus de 2025 a été consulté lors de la visite. Il mentionne notamment les refus d'un chargement de pneumatiques (en mélange dans les ordures ménagères) et un chargement de plastiques (en mélange dans les déchets verts) en grande quantité. Ces deux chargements en provenance du centre de transfert de Salon et de la commune de Berre (services techniques) ont été rechargés. D'autres chargement de déchets valorisables types gravats, végétaux, encombrants ont été refusés à l'entrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre refus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Les documents visés ont été consultés. Ils n'appellent pas de remarque autres que celles relevées au PC 8 (contrôle admission déchets)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité RNDTS
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R.541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.
Constats : Le jour de l'inspection, les données ne sont pas à jour. L'exploitant s'engage à remplir l'ensemble de l'année 2025 pour la fin de l'année. Une extraction de la base RNDTS le 12 mars 2026 confirme la saisie de l'ensemble des données 2025.

